

L'ÉTAT ET L'ÉCONOMIE EN POST PANDEMIE. NOUVEAUX ET VIEUX DÉFIS THÉORIQUES ET PRATIQUES

The state and economy in postpandemia. Old and new theoretical and practical questions

WALDEMAR FRĄCKOWIAK¹

Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań

wfrackowiak@o2.pl

ORCID : 0000-0002-6517-7486

Abstract : Where will the world go to, what roles and relations will be formed between the state and economy in face of redefined globalization, all-embracing Internet, risk and uncertainty growth and periodical economic, ecologic and epidemic turbulences ? Will solely modified version of existing market mechanism emerge based on an old paradigm : „more, faster, better” ? Or will changes be so deep that the social and economic world to follow a new paradigm ? Answers to those questions are issues of greatest intellectual challenge in this paper.

In order to find answer : „What state in what economy ?” three subsequent problems are considered :

- identification of main conclusions of economic thought on the role of state and economy within last 2500 years,
- capacity of leading socio-economic doctrines functioning in the European and American practice to deal effectively with upcoming challenges in particular social expectations,
- new challenges facing states, economies and societies from the future world economic development point of view (the Polish case is included).

From the methodological perspective postulates and conclusions of the paper are based on holistic approach merging main streams of theory of economy with institutionalism, organization and management theory, sociology and political science.

¹ Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań, al. Niepodległości 10, 61-875 Poznań, Poland. L'auteur tient à remercier le professeur Krzysztof Malaga pour la traduction de l'article du polonais vers le français.

Based on research made the general conclusion was drawn the revision of economic philosophy, role and relations of state and economy is necessary. Economy based on existing paradigm is dominated by primacy of economic and quantitative goals while social and qualitative goals are undervalued. These goals should be equivalent, interdependent, co-significant and co-contributing to an expected well-being and quality of life. Additionally balance, harmony and adequacy of economic, social and institutional capital are required. Apart from stimulating an economic growth this is a main task of the state. There is also a need to have an economy based on freedom, equality and competition and these values must be protected by state. In turn the state is needed that is above market if it fails and when it realizes important social goals aiming at quality of life growth. The state which is out of class organization with neutral philosophy of life and at once organization of consented social coercion only to a degree to get enough capacity to achieve national, social and economic goals.

Keywords : state, economy, economic and social goals, paradigm.

Résumé : Où ira le monde, quels rôles et quelles relations seront formés entre l'État et l'économie face à la mondialisation redéfinie, à l'internet global, à la croissance des risques et des incertitudes et aux turbulences économiques, écologiques et épidémiques périodiques ? Est-ce que seule une version modifiée du mécanisme de marché existant émergera sur la base d'un ancien paradigme : « plus, plus vite, mieux » ? Ou les changements seront si profonds que le monde social et économique suivra un nouveau paradigme ? Les réponses à ces questions sont des problèmes de plus grand défi intellectuel dans cet article.

Pour trouver la réponse : « quel État dans quelle économie ? » trois problèmes ultérieurs sont considérés :

- l'identification des principales conclusions de la pensée économique sur le rôle de l'État et de l'économie au cours des 2500 dernières années,
- la capacité des doctrines socio-économiques de premier plan fonctionnant dans la pratique européenne et américaine à faire face efficacement aux défis à venir en particulier les attentes sociales,
- les nouveaux défis auxquels sont confrontés les États, les économies et les sociétés du point de vue du développement économique mondial futur (le cas polonais est inclus).

Du point de vue méthodologique, les postulats et les conclusions de l'article reposent sur une approche holistique fusionnant les principaux courants de la théorie de l'économie avec l'institutionnalisme, la théorie de l'organisation et de la gestion, la sociologie et la science politique.

Sur la base des recherches effectuées, la conclusion générale a été tirée que la révision de la philosophie économique, du rôle et des relations entre l'État et l'économie est nécessaire. L'économie basée sur le paradigme existant est dominée par la primauté des objectifs économiques et quantitatifs tandis que les objectifs sociaux et qualitatifs sont sous-évalués. Ces objectifs doivent être équivalents, interdépendants, co-significatifs et contribuer au bien-être et à la qualité de vie attendus. De plus, l'équilibre, l'harmonie et l'adéquation du capital économique, social et institutionnel sont nécessaires. Outre la stimulation d'une croissance économique, c'est une tâche principale de l'État. Il est également nécessaire d'avoir une économie fondée sur la liberté, l'égalité et la concurrence et ces valeurs doivent être protégées par l'État. à son tour, il faut que l'État soit au-dessus du marché en cas

d'échec et lorsqu'il réalise d'importants objectifs sociaux visant à améliorer la qualité de vie. L'État qui est hors de l'organisation de classe avec une philosophie de vie neutre et à la fois une organisation de la coercition sociale consentie seulement dans une mesure où il a suffisamment de capacité pour atteindre des objectifs nationaux, sociaux et économiques.

Mots-clés : État, économie, objectifs économiques et sociaux, paradigme.

JEL Classification : A10, A13.

Introduction. Anciennes et nouvelles questions

Au cours des dernières décennies, l'humanité, et en particulier certains vivant dans les pays développés, n'a pas connu de chocs économiques profonds. La théorie économique a fait des progrès significatifs à cette époque et a fourni à la politique économique des outils assez efficaces pour aplatiser les cycles économiques. Cela a été possible grâce à une politique monétaire et budgétaire moderne, à la modélisation et à la prévision, et à la capacité de construire des scénarios de croissance économique avec le soutien général de l'informatique.

Les sociétés ont connu une augmentation sans précédent du bien-être basée principalement sur l'offre et la demande de masse, la mondialisation, les innovations techniques et organisationnelles, l'utilisation sans restriction des ressources naturelles et le non-respect des lois de la nature, qui se manifeste par la dégradation de l'environnement. La crise financière mondiale de 2007–2009, qui a résulté de l'isolement progressif de l'économie réelle des marchés financiers et de la domination des transactions monnaie-monnaie sur les transactions marchandise-monnaie-marchandise typiques des périodes antérieures, n'a pas sapé les fondements de l'économie mondiale. Cependant, il a sans aucun doute ébranlé les fondements doctrinaux de l'ordre socio-économique à ce jour, et en particulier les hypothèses de la doctrine alors dominante du libéralisme socio-économique. Néanmoins, le consumérisme et l'hédonisme, alimentés par un marketing sophistiqué, résultant d'une cupidité encore insatisfaite, ont provoqué l'émergence de voix de critiques de la théorie des sciences sociales, y compris l'économie et les représentants des nouvelles tendances sociopolitiques appelant à un changement du paradigme dominant : « plus, plus vite, mieux » a cédé la place à la volonté maintenir le statu quo. Il n'a pas éliminé les tensions sociales, bien au contraire. On était de plus en plus convaincu de la participation inéquitable des différents groupes sociaux et facteurs de production (capital, travail et terre) à la croissance du bien-être (par exemple œuvres de T. Piketty), miné la confiance dans le soi-disant élites de l'ancien système, il a été réveillé par des attitudes nationalistes, notamment face à la vague croissante d'émigration en provenance du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Cela a abouti à un populisme qui, dans de nombreux pays et sous différentes variétés, a pris le

contrôle politique de nombreux États et de leurs institutions et, par conséquent, de sociétés entières. Depuis la deuxième décennie du XXI^e siècle, il existe deux doctrines concurrentes sur la scène politique et économique mondiale, libérale et populiste, chacune contenant, selon les conditions locales, divers mélanges d'autoritarisme, d'étatisme et de népotisme. Ce tableau est complété par des États dictatoriaux et des régimes militaires qui ne rentrent pas dans le cadre de ce discours.

La pandémie de coronavirus de 2020 a secoué le monde. Cette fois, la crise n'a pas été causée directement par des facteurs économiques, mais a plutôt donné lieu à trois nouveaux phénomènes d'une ampleur sans précédent. Tout d'abord, le virus, au vu de la menace pour la santé et même la vie, a imposé une limitation significative de l'activité sociale et professionnelle des personnes. Deuxièmement, la pandémie a frappé à la fois l'offre et la demande des économies. L'incertitude et la peur pour la santé et la perte d'emplois, la suspension des travaux et le resserrement des politiques de prêt des banques ont radicalement réduit la production et la demande des consommateurs. En revanche, la réduction de l'activité économique, la fermeture des frontières, les arrêts de production et les perturbations logistiques ont entraîné une baisse de la production et des services, et par conséquent de l'offre. L'attente généralisée d'un engagement profond de l'État non seulement pour lutter contre la pandémie, mais aussi pour créer les conditions pour revenir sur la voie de la croissance économique, améliorer les soins de santé et même réduire la stratification sociale et prendre davantage soin de l'environnement naturel est le troisième trait distinctif de la crise actuelle.

La pandémie mondiale de coronavirus a également révélé les faiblesses de l'ordre socio-économique actuel, y compris les fondements sur lesquels reposent les activités de l'État et de l'économie. Le virus n'a pas commencé tout seul. Ce n'est pas non plus un produit indépendant de la nature. C'est le travail de l'homme, ou plus précisément la relation entre des personnes qui, dans le processus de travail et d'échange, utilisent la nature pour produire des biens spécifiques. En plus des dépenses énormes et des pertes matérielles, le virus punit l'homme de sa fierté, détruit son sentiment que grâce au développement constant de l'innovation, il est le dominateur du monde, omnipotent et invincible. La nature, en déclenchant le virus par une action humaine irrationnelle, envoie un signal d'avertissement clair. Elle exige la restauration du bon sens, un équilibre entre l'activité humaine et la nature. La crise a également mis en évidence les inefficacités résultant de la domination de la mondialisation sur l'économie locale, qui se traduit principalement par l'allongement des chaînes logistiques et l'incapacité des économies locales à approvisionner la population en « produits anti-crise ». Il a révélé les faiblesses de la transition de nombreux pays d'une économie industrielle à une économie de services, particulièrement sensible aux chocs économiques. Il a souligné avec force les nouvelles caractéristiques qualitatives du travail socio-économique, en particulier l'importance du capital social, qui a jusqu'à présent été ignorée dans les

théories de la croissance économique. La crise a montré les faiblesses des doctrines économiques dans lesquelles la primauté de la croissance économique est donnée sans l'importance voulue aux objectifs sociaux, en particulier aux soins de santé et à l'éducation efficaces. Elle a également montré l'indolence (diversifiée) indolente des États, leur faible préparation à l'accomplissement des tâches auxquelles ils appartiennent naturellement et les institutions qu'ils contrôlent.

Dans ce contexte, la question évidente est de savoir où ira le monde. Seul le mécanisme existant de production, d'échange et de distribution du bien-être sera-t-il amélioré dans l'ordre socio-économique existant ? Y aura-t-il seulement une « meilleure machine » pour la multiplication des biens et des services, mais le statu quo restera-t-il, après tout, à un niveau quantitatif plus élevé ? Le monde post-pandémique conservera-t-il son paradigme actuel, sur lequel repose toute la structure de la société et de l'économie, ainsi que les bonnes préférences et motivations pour développer les affaires ? Les changements incontestables de l'image de l'économie et de l'État seront-ils subordonnés qualitativement à un nouveau paradigme, face à la croyance empiriquement confirmée que l'ancien « a perdu avec l'histoire », s'est épuisé, montre une efficacité décroissante rapidement et reproduit le déséquilibre socio-économique au sens large.

L'expérience des dernières décennies prouve qu'après des chocs successifs, tout est revenu à l'ancienne piste, et les modifications apportées n'ont pas violé l'ancien ordre. Les structures sociales et économiques, essence de la philosophie de gestion, sont restées essentiellement sous la règle du paradigme précédent. Cela est susceptible de se produire maintenant, si la crise pandémique se termine relativement rapidement et si les pertes sont considérées comme possibles de récupération. De nombreux penseurs expriment ce point de vue (voir W. Scheidel). Les changements seront alors superficiels, adaptatifs et ne violeront pas les fondements de l'ordre socio-économique actuel. Surtout, ils auront un caractère technique et organisationnel. Ainsi, il y aura une redéfinition de la mondialisation, et donc la limitation du flux incontrôlé de capitaux, de produits et de travail à l'échelle mondiale. Les chaînes d'approvisionnement seront géographiquement plus courtes. Il y aura un nouveau point d'équilibre entre l'autosuffisance et une économie ouverte. Le principe du « produit là où vous vendez » deviendra plus important. Ceci s'applique en particulier aux secteurs de l'économie et aux produits qui, dans des situations critiques, déterminent leurs propres capacités nationales de lutte contre la crise (alimentation, médicaments, dispositifs médicaux, réserves stratégiques, etc.). Cela donnera un nouveau sens à l'industrialisation. Il y aura un changement dans l'organisation de la production en termes de réduction du risque de transfert de maladies infectieuses, en augmentant l'automatisation et la robotisation. Il y a un développement sans précédent des services Internet couvrant tous les domaines de la vie.

Un scénario différent est également possible. Les changements seront d'autant plus profonds, plus la durée de la crise augmentera avec l'ampleur de la dévastation

du bien-être des États et des sociétés, plus la conscience de la communauté mondiale est labourée, mobilisant les forces pour « fuir vers l'avant », c'est-à-dire les percées qualitatives, et surtout l'adoption d'un nouveau paradigme désignant un ordre social fondamentalement différent – économique, en particulier la localisation et le rôle de l'État dans l'économie et le statut du marché libre.

Dans la phase actuelle de la crise pandémique, il est difficile de dire dans quelle direction les changements iront, quelle sera la portée et la profondeur de leur impact. Une chose semble évidente, nous n'entrerons plus jamais dans la même rivière, mais sinon, quelle rivière nous suivrons et à quelles fins. Une telle prévision exprimée de façon poétique indiquerait qu'après une pandémie, la mise en œuvre de l'un des scénarios alternatifs « à l'état pur » n'est pas hautement probable. Il ne semble pas possible de rester « avec l'ancien » ou de passer radicalement « vers le nouveau ». Comme d'habitude, le principe aristotélicien du juste milieu fonctionnera. Par conséquent, un changement évolutif du modèle socio-économique doit être attendu, et également calibré en fonction des conditions politiques et sociales, culturelles, historiques et économiques des États, sociétés et économies individuels. L'une des questions centrales à considérer est la relation déjà mentionnée entre l'État et l'économie et les objectifs qu'elle doit poursuivre.

Suivons d'abord, de manière synthétique, les acquis de la pensée économique dans ce domaine. Quelles théories ou leurs groupes sont apparus jusqu'à présent, quelles formes prennent-ils en pratique, et enfin, si leur pouvoir causal correspond aux nouveaux défis du postpandémique.

1. Pensée économique sur l'État et l'économie

Il convient de souligner que le dilemme « combien d'État par rapport au marché libre », bien qu'il ait été l'un des principaux axes de la pensée économique depuis l'Antiquité, n'est pas un problème strictement scientifique. C'est un problème axiologique, il est résolu dans une perspective idéologique spécifique, c'est-à-dire du point de vue des valeurs qui vont être atteintes dans le processus de développement socio-économique. Seule l'histoire jusqu'à présent de la pensée humaine sur le rôle de l'État dans l'économie et la société est soumise à la connaissance scientifique. En revanche, tous les arrangements normatifs dont la tâche est de concevoir l'ordre socio-économique nécessitent une référence aux arrangements originaux quant aux valeurs que cet ordre doit fournir. Dans ce domaine, l'attitude des concepteurs, c'est-à-dire des politiciens, n'est donc pas exempte d'évaluation, elle n'est pas dénuée d'une attitude spécifique vis-à-vis des hypothèses fondamentales sur lesquelles repose toute la structure de l'État et de l'économie. Le dilemme « combien d'État par rapport à combien de marché libre » est donc un problème pragmatique, un problème pratique.

Au cours des 2500 ans d'histoire de la réflexion humaine sur ce problème, trois courants, dirions-nous, l'orthodoxie sont apparus :

1) orthodoxie dogmatique

- pensée ancienne (Platon et Aristote),
- pensée médiévale (Thomas d'Aquin),
- mercantilisme à la Renaissance,
- l'idéologie nationaliste, qui dans la seconde moitié du XIXe siècle a publié une école d'histoire et de doctrine socialiste.

2) orthodoxie fondamentale

La pensée des Lumières des XVIIe et XVIIIe siècles, qui a produit une doctrine libérale dans trois directions :

- physiocratie en France (F. Quesney, A.R. Turgot, E. Condillac, créateur du moindrefairisme),
- libéralisme de l'école classique en Angleterre (A. Smith, J.S. Mill et J.B. Say en France),
- école néoclassique (A. Marshall).

3) orthodoxie pragmatique

- keynésianisme et néo-keynésianisme,
- théorie du bien-être,
- théories néolibérales, y compris l'ordolibéralisme,
- théorie néoconservatrice.

L'orthodoxie dogmatique découle du concept universaliste de l'État. L'Etat est le bien commun, le super arbitre et la base de toute référence à la vie socio-économique. Cela affaiblit l'importance de la concurrence et met l'accent sur la coopération. La place de la concurrence en tant que plate-forme de résolution des conflits résultant des différences d'intérêts des diverses forces économiques est remplie par le rôle organisationnel de l'État. Ceci doit être fait en établissant une autorité centrale forte, qui, sur la base de ses connaissances omnipotentes, doit contrôler le comportement des entités microéconomiques en utilisant des instruments directs et indirects, tels que la limitation de la taille de la propriété foncière, l'interdiction de l'usure, la restriction des échanges commerciaux, le protectionnisme commercial, les droits, les frais, les exemptions, la détermination des prix équitables (antiquité et Moyen Âge), la maximisation de la balance commerciale, le développement des manufactures, la formation professionnelle, rationnement (définition des normes de qualité, mesures et outils utilisés), mais avec la limitation des mécanismes de marché, la autorégulation. Dans l'orthodoxie dogmatique, les principes de coopération, de planification et de justice sociale ressortent.

L'orthodoxie fondamentale est basée sur le concept individualiste de l'État en tant qu'instrument pour le bien des individus. L'Etat est l'expression de l'accord volontaire de tous ses membres qui lui ont transféré une certaine partie de leurs

droits naturels. Le but principal de l'État n'est que le bien de chaque individu, car ce qui est bon pour lui l'est aussi pour le grand public. Ainsi, les tâches fondamentales de l'État comprennent la mise en œuvre des droits naturels de liberté et de propriété, la défense du pays, la réalisation de travaux publics, l'introduction d'un système fiscal favorable sur le revenu pur et non sur la propriété (les physiocrates), ainsi que (l'école classique) l'introduction de l'obligation d'éducation universelle, la politique industrielle et commerce (levée des restrictions médiévales au développement de la production et du commerce, y compris la suppression du protectionnisme, l'égalisation des conditions de production dans le pays et à l'étranger par le biais des droits de douane), la conduite d'une politique de crédit, y compris la fixation du taux d'intérêt sur le crédit par l'État et la détermination des règles d'imposition. L'orthodoxie fondamentale préconise de fonder l'économie sur les principes de la liberté économique, de la propriété privée et de la concurrence comme instrument de coercition économique. Cela signifie retirer l'État de l'économie en tant qu'expression du libéralisme économique, de la décentralisation et de la liberté économique. Comme Delond dites : « l'État fait déjà beaucoup de bien s'il ne fait rien de mal ». Le simple fait de s'abstenir de gérer des agences d'État est donc déjà positif. L'État doit jouer le rôle de « veilleur de nuit », et le bien social est le résultat d'actions et de bénéfices individuels réalisés par une main invisible soutenue par un mécanisme de libre marché et de propriété privée.

L'orthodoxie pragmatique découle des principes de la propriété privée et du marché, mais ne rejette pas a priori la nécessité pour l'État d'influencer l'économie. Le rôle de l'État y est façonné comme une quantité résiduelle. Premièrement, il prouve ce que le marché est incapable de résoudre efficacement, puis il élimine ses inconvénients sous la forme de recommandations pour les activités d'intervention de l'État. Le marché et ses mécanismes d'autorégulation doivent contribuer à la réalisation des objectifs économiques et sociaux liés à l'augmentation du bien-être et à la création d'opportunités de réalisation de soi pour les individus. Le rôle de l'État est d'atteindre ces objectifs. La dite Consensus de Washington par Williamson.

La question est de savoir ce que nous apprennent les grands penseurs qui ont successivement développé leurs vues en 2500 ans de pratique socio-économique. Tout d'abord, il n'y a pas de modèle fixe pour tous les temps, selon lequel certains domaines de la vie socio-économique pourraient être attribués à l'État et d'autres aux mécanismes du marché. Une telle ligne de démarcation permanente n'existe pas. Les relations entre l'État et l'économie sont de nature dialectique.

Deuxièmement, il y a suffisamment de raisons à la coexistence de l'État et de l'économie. L'État ne peut pas être éloigné de l'espace économique, tout comme l'omnipotence totale des institutions étatiques ne peut pas remplacer pleinement le marché libre. Le rôle de l'État doit être défini à chaque fois en fonction des conditions existantes.

Troisièmement, la construction de l'ordre socio-économique devrait être guidée par la directive selon laquelle le marché ne devrait être retiré à l'État au profit de l'État que des fonctions qu'il n'est pas en mesure de remplir à un degré socialement acceptable. Donc, le point de départ pour façonner cet ordre devrait être les hypothèses de l'économie libérale, avec ses attributs inhérents, à savoir la liberté et la propriété privée, et la libre concurrence. Deuxièmement, il est nécessaire de prendre en compte les postulats du concept universaliste de l'État comme base du maintien de l'harmonie et de l'équilibre. Dans ce contexte, le rôle de l'État devrait se concentrer sur :

- établir les règles juridiques et sociales du jeu compétitif,
- redistribution des revenus par le système fiscal,
- stimuler l'économie par une politique de plein emploi, stabiliser les prix et réduire la dette publique,
- fourniture de biens publics (défense nationale, sécurité intérieure, protection de la santé, éducation, sécurité sociale),
- façonner l'ordre spatial, contrecarrer les effets externes négatifs (équilibre écologique).

La question de savoir dans quelle mesure l'État devrait être impliqué dans les domaines susmentionnés, quels instruments devraient être utilisés, est le point de départ de la discussion pratique. Nous connaissons le cadre dans lequel évoluer. Nous devons cependant en savoir plus, notamment en ce qui concerne les conditions polonaises en temps réel au XXI^e siècle. Il détermine également en grande partie dans quelle mesure les conclusions et postulats de nos ancêtres intellectuels sont à jour et dans quelle mesure leurs desiderata doivent être remplacés qualitativement par de nouvelles solutions.

2. Libéralisme, populisme conservateur et État de distribution

La pratique socio-économique en Europe occidentale, en Amérique du Nord et aux Antipodes au cours des 250 dernières années jette un éclairage instructif sur les questions ci-dessus. C'est une période où le libéralisme joue un rôle de premier plan en tant que formation philosophique et philosophique, éthique et morale, politique et socio-économique. Son fondement repose sur cinq valeurs, à savoir l'individualisme, la liberté, l'égalité, la propriété privée et le rôle auxiliaire de l'État. C'est en eux que se développent le marché libre et la formation libre des prix, et la concurrence, l'esprit d'entreprise et la recherche de la maximisation du profit sont les principaux moteurs. Selon le degré et la portée de l'implication de l'État dans la régulation des processus économiques et la redistribution du bien-être, trois types de libéralisme ont émergé (voir Esping-Andersen, 2010). Le premier est le modèle

néolibéral, également connu sous le nom d'État-providence (principalement aux États-Unis et en Angleterre), dans lequel presque tout est une marchandise, a un prix de marché (y compris l'enseignement privé, les soins de santé et la retraite), et chaque citoyen a une chance potentielle égale de réussite économique. L'État joue le rôle de gardien de l'ordre socio-économique, les transferts sociaux qu'il effectue sont économiques et les impôts sont relativement bas. De ce fait, elle est moins chère et le modèle économique qu'elle soutient favorise une augmentation de la productivité. D'un autre côté, il crée un niveau élevé d'inégalités sociales, pétrifie les différences de classe et entrave l'avancement de la civilisation. L'alternative est le modèle conservateur formé en Allemagne, en Autriche, en France et en Italie, où il y a toujours eu une tradition d'État fort et efficace. La base ici est une alliance forte de l'État avec la hiérarchie sociale multigénérationnelle établie de longue date, qui en Allemagne était composée de familles aisées, en Italie, de petits et moyens entrepreneurs et de fonctionnaires en France. Ce sont ces groupes sociaux qui ont donné une dynamique au développement économique, en extrayant des associés et des innovateurs talentueux d'autres couches. Contrairement au néolibéralisme, les entreprises ne sont pas une marchandise, mais un bien national qui nécessite la protection de l'État (par ex. Groupe VW en Allemagne). L'État, à l'instar du modèle néolibéral, se soucie de la consolidation de l'ordre existant, et ses institutions interfèrent lorsque les relations historiquement arrangées et les liens hiérarchiques échouent définitivement. En Allemagne, en Italie et en Autriche, le rôle de stabilisateur et de garant des valeurs traditionnelles a également été joué par l'Église, ce qui a élevé le rôle de la famille et son soutien. Face aux changements moraux profonds et au déclin de l'importance de l'Église, surtout dans la seconde moitié du XIXe siècle, le modèle conservateur a été marginalisé et son rôle de premier plan a été repris par l'État-providence social-démocrate. L'État modifie considérablement la portée du fonctionnement du marché en introduisant des prestations sociales et des services publics universels, ce qui signifie que chaque citoyen, quel que soit le critère de revenu, devient un bénéficiaire du système (similaire à 500+ en Pologne). De cette manière, tout le monde est relativement égal quel que soit son statut professionnel, social et financier, tout le monde bénéficie du système public de santé, d'éducation et de retraite, ce qui conduit à une acceptation généralisée du paiement d'impôts élevés. Dans le même temps, la participation des salariés à la gestion de l'entreprise était assurée par l'octroi du droit de représenter le personnel dans les conseils de surveillance (les soi-disant modèle participatif). Cette solution découle de l'hypothèse selon laquelle il est nécessaire que des syndicats forts soient en première ligne dans les négociations entre le travail et le capital, ce qui place l'État dans une position convenable d'arbitre final. Il s'agit de les protéger des conflits directs et constants avec les employeurs et les employés. De plus, afin de limiter les revenus élevés du travail, un impôt progressif sur le revenu a été introduit (dans la pratique, il a été assez efficacement contourné).

Les crises économiques mondiales récurrentes, la vague croissante d'incertitude, notamment liée à l'Euroland et à l'économie américaine, les succès des économies asiatiques basées sur d'autres modèles socio-économiques, les menaces écologiques croissantes et récemment la crise du coronavirus, mais aussi de profonds changements dans les attentes des sociétés ont aggravé le libéralisme poussé sur la défensive. La pratique a prouvé que ses « jalons » sont imparfaits. Premièrement, il est devenu évident que l'économie repose sur le concept d'homo oeconomicus, c'est-à-dire un décideur rationnel qui maximise égoïstement la fonction d'utilité, dans lequel le marché est laissé au contrôle de ses acteurs, à savoir les investisseurs, les entrepreneurs et les gestionnaires, ainsi que les institutions financières et les ménages, avec une sur l'ensemble de ce marché, il tend inévitablement au déséquilibre, au gaspillage des ressources et aux effondrements périodiques. Deuxièmement, l'hypothèse de (Smith) selon laquelle la liberté d'utiliser la propriété privée dans le capitalisme trouve des limites naturelles et éthiques dans l'attitude d'autolimitation s'est avérée fautive. L'équilibre entre l'avidité et le rationalisme n'est qu'un vœu pieux. La cupidité sans barrières institutionnelles n'a pas de limites. C'est devenu une utopie que la prudence, la déclaration appropriée du risque pour récompenser, ne pas succomber à la tentation de l'abus (du hasard moral), c'est-à-dire prendre des risques injustifiés aux dépens de quelqu'un d'autre, l'honnêteté envers soi-même et les autres, contribuer au bénéfice général sont les qualités d'un individu qui gère rationnellement. La naïveté du libéralisme est que le mécanisme du marché fournira un équilibre entre la cupidité et le bon sens dans le comportement des acteurs économiques. Tout comme la naïveté des opposants au libéralisme, l'État – comme l'a souligné Friedman et Friedman (1997) – peut être une source de prospérité. Troisièmement, l'idée que ce qui est bon pour un individu l'est aussi pour la société dans son ensemble est fautive. La prospérité de la société n'est pas la simple somme du bien-être des individus. L'adoption d'une telle thèse conduit à une stratification croissante, et souvent à l'exclusion sociale, à des inégalités causées par les imperfections du marché, à un sentiment croissant d'insécurité sociale, et plus largement dans la vie, qui s'accompagne d'une frustration et d'un mécontentement fatigants de divers groupes sociaux et d'une menace écologique croissante.

Indépendamment des différences de points de vue au sein de l'économie traditionnelle, toutes les écoles théoriques étudient essentiellement les mêmes phénomènes et processus, à savoir la production, l'épargne et l'investissement, l'emploi, la consommation, les variations de prix et l'inflation, et l'argent. En effet, l'étude de la relation entre ces variables vise un objectif commun, à savoir expliquer les mécanismes et outils qui assurent une croissance économique stable se traduisant par une augmentation du bien-être mesuré par le ratio PIB / population. Pendant ce temps, des études menées dans 49 pays ont montré que l'efficacité, la stabilité et la prévisibilité de l'État, l'état de droit et le contrôle efficace de la corruption ont

un impact plus important sur la qualité de vie que la productivité et la croissance économique (Ancolie). Il convient de mentionner le soi-disant Paradoxe de R. Easterlin, selon lequel, dans les pays développés, la croissance économique ne s'accompagne généralement pas d'une augmentation du bonheur. Cela signifie que l'augmentation constante de la consommation conduit à une baisse de son utilité marginale (même à zéro), ce qui supprime le sentiment de rareté en tant qu'état décrivant l'ampleur des besoins non satisfaits. La seule pénurie que nous ayons dans un contexte de croissance économique continue et de consommation hédoniste est la pénurie de elle-même (Sedlacek, 2011).

Tout cela indique qu'il existe un besoin justifié d'une nouvelle économie, d'un nouvel État qui doit être orienté vers la mise en œuvre d'objectifs socio-économiques plus larges et différemment relativisés, et en même temps être doté de nouveaux outils pour faire face aux tâches de réglementation et de développement.

L'une des propositions contemporaines pour répondre à ce défi est le populisme conservateur. Comment a-t-il été créé, qu'apporte-t-il et quels sont ses effets ? Kant, le grand passionné de l'illumination, a annoncé que nous entrions dans l'ère des éclairés. Il a fait valoir que tout comme un enfant mûrit, commence à marcher, puis quitte le domicile familial et commence une vie indépendante, il en va de même dans une société avec des processus de maturation similaires. La société mûrit à une situation dans laquelle elle « a le courage de penser », c'est-à-dire qu'elle a la capacité d'évaluer le monde de manière indépendante sur la base de la connaissance et de rejeter la foi, les croyances basées sur la fausse tradition et la superstition. Malheureusement, Kant avait tort. La société a une qualité codée qu'elle ne mûrit jamais au sens kantien. Les gens ont toujours cherché un coup de main, attendant un soutien intellectuel, spirituel et matériel. Ils le font d'autant plus intensivement, moins l'aide est coûteuse, voire gratuite. Tout au long du XIXe et presque tout le XXe siècle, pour ne pas revenir en arrière, un coup de main pour soutenir et assurer la sécurité attendue est venu de trois institutions importantes : la famille multigénérationnelle, l'Église et des syndicats forts. Ces institutions se sont lentement effondrées et sont aujourd'hui devenues une force insignifiante de subsidiarité. L'Église institutionnelle qui a donné espoir et fortification spirituelle a perdu sa position forte en Europe occidentale, d'abord en France et plus récemment en Espagne. Actuellement, un processus similaire est en cours en Pologne. Les syndicats se sont affaiblis et la famille élargie s'est effondrée. Les jeunes couples mariés vivent de manière indépendante.

Cela signifie augmenter l'entropie et l'atomisation de la société, exacerbées par la récente vague mondiale du coronavirus. Dans le même temps, une caractéristique immanente du développement est le rythme croissant du changement. L'homme d'avant 150 000 années, il avait les mêmes compétences cognitives (pas de connaissances) que les modernes. Il pouvait penser abstraitement maintenant. Avec ses pensées, il était capable de remonter le temps et d'avancer, dans sa conscience de

se déplacer dans l'espace. Il était au point A, et il pouvait penser au point B. Après tout, les changements techniques et organisationnels se sont produits très lentement. L'accélération a commencé avec la révolution industrielle en Angleterre au XVIII^e siècle et la deuxième révolution industrielle suivante aux États-Unis a eu lieu au tournant des XIX^e et XX^e siècles, 100 ans plus tard. En revanche, la révolution scientifique et technique a eu lieu après 50 ans, dans la seconde moitié du XX^e siècle, et la révolution informatique après moins de 30 ans. Pendant ce temps, à peine 20 ans plus tard, la révolution de l'information et de la communication (Internet) se développe à l'échelle mondiale. Les changements se produisent plus rapidement et plus rapidement que l'adaptabilité de larges pans de la société. Il y a un sentiment croissant de danger, la peur des nouveaux répétés. Cela recoupe un phénomène qualitativement nouveau concernant la condition intellectuelle de l'homme. *Homo oeconomicus* (HO) devient *Homo electronicus* (HE). Quant à HO, le livre était la principale source de connaissances, pour HE cette source est en train de devenir un Internet de plus en plus omnipotent. Elle s'accompagne d'un déficit croissant de connaissances générales (d'un approfondissement des connaissances spécialisées). En conséquence, de plus en plus de groupes sociaux sont privés de leurs propres critères (filtres) évaluation de ce qui est vrai et faux, ce qui est bon ou mauvais, ce qui est utile et ce qui est sans valeur gadget. Cela arrive trop et trop vite. Nous ne comprenons pas les directions et le rythme des changements. L'éclat effrayant du flot d'informations engendre l'obscurité cognitive. La connaissance, la cognition rationnelle et la compréhension du monde sont remplacées par des émotions qui, d'une manière particulière, relient les participants (l'ES) de la couverture médiatique de masse à un nouveau type de communauté. Une communauté basée sur les émotions et l'utilisation limitée de la raison. Une communauté facile à manipuler. C'est un chemin d'une communauté née de la confiance, du respect et de la solidarité à une communauté basée sur les émotions. L'espace communal traditionnel dépourvu de confiance est rempli de peur résultant de ne pas comprendre la réalité. Les actions fondées sur des prémisses rationnelles, sur une évaluation rationnelle des faits, sont remplacées par des comportements et des attitudes résultant de faits, mais nés d'émotions. Comme le disait Martucelli, la société entre dans une ère où « je » remplace « nous ». Cette pensée a été vivement exprimée par l'ancien Premier ministre britannique M. Thatcher : « la société n'existe pas, il n'y a que des hommes, des femmes et des familles ».

Peur de l'incertitude nouvelle et croissante résultant du manque de compréhension de la réalité et de la capacité à prédire l'avenir, hédonisme des sociétés européennes vieillissantes face à un horizon électoral raccourci, domination de la maximisation à court terme des bénéfices report des investissements nécessaires pour l'avenir, tout en maximisant la consommation actuelle, manque de leadership, les hommes d'État et les autorités, la crise éducative susmentionnée, la division de la prospérité qui est injuste dans les croyances de la majorité de la société, la division

historique entre le nord riche et le sud pauvre, tous ces facteurs (et probablement aussi d'autres) font qu'une partie importante de la société perd son sentiment de sécurité. Il perd également le sentiment d'appartenance face à la perte des azimuts qui permettent de dimensionner et de déterminer des actions rationnelles. La domination de la peur et du comportement émotionnel résulte également du fait qu'il n'y a pas de nouvelles réponses aux nouvelles questions découlant de la réalité nouvelle et changeante. Les anciennes théories sont dysfonctionnelles, elles n'expliquent pas correctement les nouvelles et il n'y en a pas encore de nouvelles. Cela crée un besoin de modèles et de traditions anciennes, bien qu'imparfaits, mais prouvés dans le passé, un besoin d'un État fort capable de réduire la peur et d'accroître la sécurité. Cette conviction renforce la déception sociale des anciennes élites, qui ne reconnaissaient pas les processus en développement et leurs conséquences. Il en résulte le rejet de l'ancienne élite et l'idée d'un État auxiliaire (libéralisme), et la place abandonnée est prise par un nouvel État-providence et une nouvelle élite, qui est déclarativement prête à répondre aux besoins de la vox populi, car – comme il le soutient – elle comprend mieux et exprime l'intérêt du peuple en tant que détenteur d'une grande sagesse collective qui permet de distinguer le bien du mal et la justice de l'injustice, et en même temps assure qu'elle enlèvera l'élite parasite et leur appareil de pouvoir (Szacki, 2003 ; Wojtyna, 2008).

Le nouvel État, la nouvelle autorité le précise. S'il veut remplir ses fonctions bienveillantes, il doit posséder plus de pouvoir, de pouvoirs et de droits qu'il doit retirer à la société. Cela signifie limiter les droits / libertés civiques au profit de l'état d'ordre, de discipline et de soin pour renforcer le sentiment de sécurité, car le désir du droit à l'autodétermination devient plus faible que le désir de limiter la peur. Dans une telle situation, l'État limite la liberté de l'individu et augmente l'offre de biens publics, augmentant le niveau de sécurité perçue. Cela signifie une diminution de l'importance des communautés civiques découlant des relations mutuelles entre les individus et la société, au profit d'une augmentation de l'importance de la communauté étatique, dans laquelle le rôle principal est joué par la relation entre l'individu et l'État en tant qu'institution de coercition sociale libre.

Dans la pratique, divers types de populisme conservateur se sont développés. Ces différences se résument à la question de « combien de conservatisme et de combien de populisme ». Là où l'élément populiste est plus fort, le canon fondamental du libéralisme est brisé, c'est-à-dire la subsidiarité de l'État. L'État est ici la valeur suprême, pas une création résiduelle. Le marché, en revanche, joue un rôle de serviteur en tant que fournisseur de moyens pour atteindre les objectifs fixés par l'État. Dans la variante extrême, la première question est de savoir quoi et comment l'État et ses institutions (y compris les entreprises publiques) devraient faire et ce que le marché devrait faire, y compris pour l'État et les consommateurs. Une réponse à divers processus sociaux internes et externes (par exemple l'émigration vers les pays de l'UE) devient un État-nation omnipotent. Un État qui se

ferme aux étrangers, basé sur un récit nationaliste, centralisé, mettant l'accent sur sa grandeur nationale, bienveillant, programmatiquement équitable, nécessitant une unification des points de vue sur des questions nationales importantes (tout le monde pense de la même façon, et la façon de penser est déterminée par l'État). Cela favorise la marginalisation des minorités de nationalité, de croyances religieuses, d'orientation sexuelle, etc. différentes, et donc de se concentrer sur la majorité en tant que principaux destinataires et bénéficiaires du nouvel ordre.

Le populisme conservateur, contrairement au conservatisme, n'est pas une doctrine socio-économique « fermée ». Formé ad hoc au sens historique, bien qu'ayant ses racines dans des temps lointains, il n'a pas développé une théorie économique cohérente. C'est un groupe éclectique de slogans et d'indices, souvent contradictoires, et à un degré différent (dans différents pays) acceptant la propriété privée et la concurrence. Ainsi, il n'enlève pas les principes du libéralisme économique aux fondations, mais modifie et change seulement leur sens et leur hiérarchie en fonction des besoins et des attentes actuels. Ce n'est donc pas une doctrine à long terme, au contraire, c'est une réponse à l'ad hoc en fonction des besoins dominants de pans significatifs de la société. Pour cette raison, comme le prouve la pratique, l'activité de l'État populiste pour le présent est beaucoup plus grande que pour l'avenir. Le populisme économique est une sorte d'inverse du concept d'un marché libre et d'un État limité, bien que la croissance économique avec sa mesure du PIB reste une tâche prioritaire dont dépendent les décisions de redistribution, les transferts et les cotisations sociales, ainsi que la possibilité d'atteindre d'autres objectifs sociaux. Après tout, il y a trois éléments permanents de politique socio-économique : assurer la sécurité (le travail, la santé, les retraites), une répartition équitable de l'augmentation de la protection sociale (des impôts différenciés, le salaire minimum) et un leadership fort basé sur la conviction qu'un leader charismatique est plus efficace que des institutions « floues », conduisant à un état omnipotent fort avec un haut degré de centralisation.

Nous vivons ici et maintenant. Cela suggère une justification assez évidente pour présenter plus profondément ce phénomène global de populisme conservateur sur l'exemple de la Pologne. Où partons-nous et dans quoi entrons-nous ? Quel est le changement et comment le populisme place-t-il les accents dans sa politique socio-économique ? Comment se fait l'évaluation de cette nouvelle formule pour la Pologne ? Et donc dans la sphère doctrinale, dans la terminologie marxiste définie comme la superstructure, on passe de l'état de démocratie et d'économie libérales à l'Etat :

- basé sur des traditions et des valeurs conservatrices, avec diverses saturations du nationalisme, de l'étatisme et de l'autocratie, ainsi que la limitation du libre jeu du marché et de la concurrence pour accroître le rôle de la coopération,
- mettre le bien de la nation et des groupes sociaux au-dessus du bien de l'individu, dans lequel la liberté de l'individu est moins importante que la solidarité

nationale, ce qui signifie une augmentation de son rôle de distributeur de revenus et de biens publics,

- où règne la domination d'une nation homogène sur une société diversifiée, et qui est davantage orientée vers l'intérieur que vers l'extérieur,
- qui intègre des mécanismes pour augmenter le déficit, la dette publique, les impôts et l'inflation.

Cependant, dans le domaine économique, les soi-disant base économique, ou plus spécifiquement dans le domaine des stimulants de la croissance économique, nous suivons :

- de la répartition dominante des ressources sur le marché, en stimulant la création de nouvelles capacités de production par un système fiscal relativement bas et aplati et un déficit budgétaire discipliné à une augmentation des dépenses budgétaires, des salaires minimums minimaux et croissants, un durcissement du marché du travail, un élargissement de la répartition des impôts, une réduction des impôts sur les faibles revenus,
- du principe d'égalité des entités économiques au soutien de l'entrepreneuriat familial à des conditions non marchandes et les champions économiques de l'État,
- de la doctrine de la croissance induite par la croissance des régions et agglomérations économiquement fortes à la doctrine de la croissance durable en affectant davantage de ressources aux régions économiquement plus faibles.

À son tour, dans le domaine de la répartition des revenus, nous passons par :

- de la primauté de la distribution primaire du revenu national basée sur la valorisation marchande du travail et du capital au rôle accru de la redistribution des revenus via le budget de l'Etat, la différenciation des impôts directs et indirects et une augmentation des salaires, y compris le salaire minimum.

Dans le domaine de la politique sociale et démographique, nous visons à :

- de la stimulation indirecte de la croissance démographique par des investissements dans les infrastructures sociales (crèches, jardins d'enfants, congés de maternité prolongés, etc.) à la stimulation directe des familles nombreuses (transferts et contributions en espèces),
- des formes institutionnellement diversifiées de fourniture de services de santé (bien que peu efficaces) à la centralisation et à l'emploi des services de santé,
- du système de retraite essayant (bien que de manière inefficace (de respecter les tendances démographiques) le vieillissement de la société, en allongeant la durée de vie et en tenant compte de la capacité financière de l'Etat à un système basé sur les attentes sociales, et dans une moindre mesure sur les opportunités.

En termes de rôle du marché dans les processus d'allocation et d'échange, nous allons :

- d'un État soutenant un marché libre, un État avec un marché à un État au-dessus du marché, coordinateur de marché, ce qui signifie limiter la concurrence et

intensifier la coopération (incluant des programmes soutenant des industries inefficaces mais socialement sensibles),

- à la part croissante de la redistribution du revenu national via le budget central et à une augmentation de la part du budget dans le PIB,
- accroître la centralisation de l'économie de marché.

D'un autre côté, dans le domaine de la propriété privée et de la privatisation, nous suivons la forte croyance en une plus grande efficacité de la propriété privée et la nécessité d'une privatisation plus poussée à la tendance à repoloniser la propriété et à renforcer les entreprises publiques stratégiques et à empêcher la privatisation.

L'évaluation de l'efficacité socio-économique du modèle conservateur-populiste de l'État et de l'économie est ambiguë. Au cours des dernières années économiquement fructueuses, les surplus générés ont été affectés en grande partie à la consommation courante, à la politique de prospérité à court terme, qui sans fondements solides devient rapidement une illusion. Au lieu d'un taux d'investissement de 23%–25% du PIB comme condition de la force économique à long terme, il a été limité à 17%–18% (avec un soutien important des fonds européens). Ce n'est certainement pas suffisant pour combler l'écart de productivité avec les économies occidentales à haute performance et pas assez pour créer une base de développement solide et solide à long terme. Après tout, cette politique de répartition du revenu national a eu des effets positifs, quoique temporaires. Le taux élevé de croissance économique (en grande partie dû à la bonne situation économique mondiale et à la bonne santé de l'économie et au budget laissé par les dirigeants précédents) a permis de réduire le chômage, et des transferts sociaux importants à une diminution de la stratification des revenus et une amélioration significative des conditions de vie, mais aussi à une augmentation de la dignité des groupes les moins bien rémunérés. En conséquence, outre la croissance du chiffre d'affaires du commerce extérieur, la demande intérieure, en particulier dans les budgets familiaux, a fortement stimulé la croissance.

À la fin de cette revue, il convient de mentionner un concept relativement nouveau du modèle socio-économique, en particulier le rôle de l'État. Cette idée n'a pas encore reçu son propre nom, mais les propositions et les slogans qu'elle contient permettent de la définir comme le concept d'un État redistributif. Les principales revendications sont l'introduction d'un revenu de base (les premières tentatives ont déjà été faites en Finlande et en Suisse), le travail garanti par le code du travail, l'assurance universelle et une part élevée des investissements publics, y compris la gouvernance environnementale. La source de financement doit être un impôt progressif élevé sur le revenu et la propriété, ainsi que le déficit budgétaire et la dette publique. Hormis le vague postulat de remplacer la régulation des entreprises par une régulation démocratique, les passionnés de cette idée n'expliquent pas les principes de l'économie. En quoi consiste la liquidation des règles de gestion

néolibérales ? Quels sont les facteurs qui doivent stimuler la croissance économique en vue de mettre l'accent sur la croissance des salaires et une forte taxation des bénéfiques ? Selon cette proposition, il s'agirait de conclure une sorte de contrat social global qui équilibrerait les intérêts de tous les groupes sociaux, qui permettrait de parvenir à un consensus social qui éliminerait les conflits potentiels et même les éruptions de mécontentement social.

3. Esquisse d'un scénario probable pour le développement de l'économie mondiale et polonaise après une pandémie

Au départ, il faut supposer que – comme cela a déjà été souligné – les changements institutionnels déterminant une place de l'État et de l'économie différente de ce qu'ils étaient auparavant seront graduels, évolutifs, et leur profondeur et leur portée différeront selon les pays. Par conséquent, une tentative de prévision du développement économique peut être basée sur l'état actuel de l'ordre socio-économique. Il faut également supposer que le monde se développera sous l'influence de trois vecteurs : la mondialisation redéfinie, Internet (comme déjà mentionné) et une augmentation permanente de l'incertitude et des risques liés à l'augmentation des turbulences (par exemple coronavirus) et une baisse de confiance dans les institutions publiques, notamment financières et entreprises (Frąckowiak, 2020). En conséquence, le monde deviendra plus imprévisible. Le risque d'atteindre les résultats escomptés augmentera.

Il y aura de nouveaux éléments d'incertitude. On peut même supposer que l'incertitude croîtra plus vite que le risque. Seul le passé est un état de certitude objective. Ce qui est devant nous n'est qu'une ébauche, et il est embué par l'ignorance et les pièges et éléments possibles. Cela conduira à un raccourcissement de l'horizon de planification et à la poursuite de la maximisation des avantages à court terme. La valeur actuelle des flux de revenus futurs sera inférieure par rapport au taux de risque plus élevé. En combinaison avec la limitation des économies d'échelle de production face aux processus d'autarkisation et la diminution de l'efficacité du capital due à la réduction de sa circulation mondiale, ainsi que l'augmentation de l'intensité capitaliste de la production (automatisation et de la robotisation comme méthode de réduction du risque de pandémie) cela signifie un ralentissement de la dynamique de la croissance mondiale...

Cette thèse s'inscrit dans la logique de la théorie de la stagnation séculaire formée par Hansen (1934) et développée par Summers (2014), c'est-à-dire une situation où l'épargne est en permanence supérieure aux investissements. En conséquence, le PIB potentiellement réalisable est nettement plus élevé que celui réellement réalisé (dans l'économie américaine estimée à 20%). Cette situation repose sur trois facteurs : une augmentation de la propension à épargner avec une baisse simultanée de

la propension à investir et des changements dans les portefeuilles d'investissement provoqués par une augmentation de la demande pour ce que l'on appelle actifs sûrs (or, objets d'art, immobilier, franc suisse, etc.). En conséquence, dans les conditions de financement bon marché du fait de l'impact de ces trois facteurs (le taux de pourcentage proche de zéro) il n'y a pas suffisamment d'incitations fortes pour restructurer l'économie et augmenter la productivité. à son tour, la monnaie bon marché conduit à une augmentation du déficit budgétaire et de la dette publique, ainsi qu'à une expansion budgétaire, c'est-à-dire à l'intensification de l'assouplissement quantitatif en relation, entre autres, les gouvernements luttent contre les inégalités sociales et combattent désormais en plus l'épidémie. De cette manière, les dépenses publiques de protection de l'emploi et de prestations sociales augmentent, ce qui, par crainte de l'endettement, conduit au fait que la grande majorité d'entre elles ne sont orientées que vers des objectifs à court terme. En revanche, le résidu de ressources est très insuffisant pour financer les investissements, les marchés publics et les projets de développement dans le secteur privé. Un tel processus est particulièrement visible maintenant, également en Pologne, pendant la lutte contre la pandémie. Par conséquent, la croissance économique obtenue sera en permanence inférieure à la croissance potentielle.

Les mécanismes ci-dessus fonctionneront également en Pologne, bien qu'en raison du faible niveau de richesse de l'État et de la société, la force de leur influence puisse être plus grande. En revanche, le ralentissement de la croissance économique sera dû à des facteurs internes, propres à la Pologne, ce qui signifie que la sortie de crise dans la période post-pandémique se fera dans un environnement économique, social et politique difficile.

L'économie du système sectoriel des branches sera affaiblie, largement dépourvue de la capacité de maintenir la liquidité financière, cette circulation sanguine clé dans les processus de production et d'échange, et de mettre en œuvre de nouveaux investissements. à son tour, l'économie du système régional et autonome entrera dans la période post-pandémique avec un déséquilibre financier permanent face à une baisse spectaculaire des revenus et à l'absence de compensation adéquate des fonds centraux. L'emploi ne reviendra pas au niveau d'avant la pandémie, car les entreprises utiliseront les mises à pied et les processus de restructuration antérieurs pour accroître l'efficacité avec un nombre d'employés moins élevé qu'auparavant. En conséquence, la baisse de la masse salariale amènera la demande de consommation des ménages à réduire assez radicalement son rôle actuel de facteur de croissance économique, et combinée à la baisse de la demande de biens d'investissement, la demande intérieure globale cessera d'être aussi importante qu'auparavant. Dans cette situation, l'activation des exportations revêtira une importance particulière, même si elle rencontrera des obstacles à une faible croissance dans les pays de l'UE, mais également en dehors. L'augmentation potentielle des exportations, compte tenu de sa structure actuelle, devra être payée par des prix relativement compétitifs

/ inférieurs, ce qui signifie un blocage d'une nouvelle croissance significative des salaires dans l'économie nationale et, par conséquent, un affaiblissement de la demande interne. Étant donné que le simple avantage concurrentiel de l'économie polonaise résultant de la baisse des coûts de main-d'œuvre à long terme sera difficile à maintenir, une pression sur l'augmentation de la productivité sera nécessaire. Ceci, à son tour, est lié à la nécessité de mettre en œuvre des solutions innovantes aussi largement que possible. Pendant ce temps, l'État – avec un rôle nominalement plus grand – disposera d'instruments limités pour influencer l'économie et la société. Il n'aura pas de réserves financières suffisantes, car avec les méthodes actuelles de lutte contre le virus, les fonds disponibles seront utilisés pendant une pandémie (plus elle durera longtemps). Les méthodes utilisées sont axées sur l'obtention de succès à court terme dans la lutte contre le virus, mais ne créent pas un pont suffisamment solide avec l'avenir, les bases financières et institutionnelles nécessaires à la phase de reprise économique post-pandémique.

Cette myopie prolongera la période de sortie de crise. Les instruments disponibles de la banque centrale seront utilisés en cas de pandémie. Il n'y aura plus de place pour de nouvelles baisses des taux d'intérêt, les possibilités d'assouplissement des réserves obligatoires seront limitées, tout comme les opérations de pension et le remboursement des bons du Trésor. Les émissions de liquidités ne peuvent pas être importantes au vu de l'inflation déjà réalisée et de la menace d'une inflation incontrôlée. De même, une augmentation excessive du déficit budgétaire menacera le lancement d'une autre source d'inflation, et les besoins d'emprunt de l'État entreront en concurrence avec le secteur privé. L'épargne des citoyens, au lieu d'être effectivement transférée par les banques et le marché des capitaux aux entreprises, sera investie dans des titres publics servant à financer le déficit budgétaire. Les banques commerciales deviendront plus conservatrices, elles préféreront acheter des obligations d'État et augmenteront le caractère restrictif des prêts. La faiblesse du marché des capitaux ne sera pas capable de la mobilisation et de la réallocation attendues des capitaux (voir plus Frąckowiak & Szyszka, 2020). Dans cet esprit, les prévisions à long terme ne sont pas bonnes. Il existe également des facteurs structurels. La pénurie de fonds propres pour le développement, la baisse de l'activité professionnelle des femmes, le vieillissement de la société avec un âge de la retraite abaissé, la tendance démographique défavorable malgré le programme 500+ sont des facteurs directs qui affecteront négativement les futures dynamiques de développement. En un mot, le capital économique sera un aspect plutôt faible des processus économiques dans les années à venir.

Des menaces encore plus grandes proviennent du capital social (qui est discuté plus en détail ci-dessous). En raison des profonds changements institutionnels opérés ces dernières années, également dans le domaine de la stratification sociale, souvent par des méthodes autoritaires, nous sommes confrontés à la destruction des institutions, à la rupture de la confiance et à de profondes divisions dans la

société. Selon les recherches de Gomułka, dans la première décennie du 21^e siècle, en Pologne, nous n'avons utilisé que la moitié du potentiel de développement inhérent au potentiel social. Actuellement, cette utilisation peut être estimée à 25%–30% sans trop d'erreur. Si l'on ajoute à cela la crise institutionnelle incontestable, le développement futur de l'économie est grevé d'une plus grande échelle de menaces que d'opportunités, et de l'avantage des faiblesses sur les forces.

Comme vous pouvez le constater, l'économie mondiale, mais aussi l'économie polonaise, est probablement confrontée à de sérieux défis dans une plus large mesure. D'une part, il existe un scénario de faible croissance économique et, d'autre part, des attentes sociales croissantes en termes de renforcement de la sécurité de la vie au sens large. Dans la conscience sociale, comme on le voit, une percée est en cours dans la perception du rôle de l'État. Il ne s'agit pas seulement de l'État – conformément à la position de la Banque mondiale – des cinq fonctions de base que le marché est incapable de remplir, à savoir la création de bases juridiques, la gestion de la politique macroéconomique, l'investissement dans les secteurs des services sociaux de base, du capital humain et des infrastructures, fournir les plus pauvres groupes sociaux de sécurité élémentaire et de protection de l'environnement (Kołodko, 1999), mais aussi quelque chose de plus. La société attend de l'État qu'il dispose d'outils et de ressources qui, sous forme de transferts gratuits, devraient être dirigés vers les groupes sociaux pauvres, alloués au maintien d'un niveau élevé de protection de la santé publique et de l'éducation et de la sécurité sociale en cas de perte d'emploi, de plein emploi, ainsi que retraités à faible revenu. Selon ces anticipations, il faut un État qui assure une augmentation périodique des salaires minimums et, par conséquent, une augmentation des salaires moyens, et en même temps des prix bas et un niveau d'inflation maîtrisé. L'État est tenu d'avoir une politique efficace d'aplatissement de la stratification des revenus, avec des impôts généralement bas, bien que progressivement différenciés en fonction des revenus générés, et enfin la capacité de supprimer les effets extraordinaires de crises imprévues (catastrophes environnementales ou épidémiques). En un mot, les sociétés attendent de l'État qu'il soit capable de combiner le feu et l'eau, car comment concilier un niveau d'emploi élevé avec une faible inflation, courbe Philips (ou des impôts bas avec des revenus budgétaires élevés, courbe de Laffer). Les exemples de ce type pourraient être multipliés plusieurs fois.

4. Nouveaux défis, vieux dilemmes

Les considérations jusqu'à présent montrent qu'il n'y a pas de modèle universel de l'État et de ses relations. Il existe des pays riches, bien développés et pauvres, et aussi avec des dynamiques démographiques différentes : jeunes, vieux et vieillissants. Chaque pays et sa société ont un système de valeurs distinct, y compris l'importance

de la tradition et de la religion, et de la culture économique. Il y a des pays où, en raison des conditions historiques, le pouvoir est traditionnellement hiérarchisé et centralisé (Chine, Russie), soit basé sur la communauté (Suisse), soit sur un droit profondément enraciné comme fondement de l'ordre social (Angleterre). Il y a plus de telles divisions. Par conséquent, ces modèles seront toujours différenciés, des États religieux, à travers la démocratie (soc) libéral, le populisme conservateur, les régimes totalitaires avec des éléments de démocratie (les soi-disant démocratie illibérale, Hongrie) aux dictatures militaires et aux junts. Dans chacun d'eux, des solutions spécifiques concernant l'État et l'économie et leurs connexions se développent et évoluent (bien qu'à un rythme différent).

Cela vaut également pour la Pologne. Il y a suffisamment de prémisses pour conclure que les générations actuelles de Polonais participent à des processus déjà en cours d'une importance fondamentale. L'État et l'économie, la société et les citoyens, les employeurs et les salariés, les acheteurs et les vendeurs sont confrontés à une autre avancée, ils sont à la recherche d'un nouvel équilibre. Après trente ans de transformation, les forces motrices jusqu'ici, les partisans du changement et les mécanismes établis ont été largement érodés et épuisés. Il devient de plus en plus évident que le système socio-politique et économique actuel ne répond pas aux attentes et n'est pas capable de soutenir le développement de l'économie et de la société. Son mode de fonctionnement n'est pas propice au respect des normes éthiques de base. Au contraire, la vie publique se déroule depuis des années dans un spasme de décadence morale, de népotisme et de vie privée. Le véhicule nommé État est tombé dans une dérive, son équipage – la société dans un état de désintégration, et ses membres dans la confusion et le doute. Nous avançons de plus en plus vite au point où nous serons confrontés à la nécessité d'établir de nouveaux impératifs, en particulier les proportions entre démocratie et discipline, concurrence et coopération, autorégulation et régulation ainsi qu'interventionnisme, centralisation et décentralisation, propriété privée et publique, autofinancement individuel et financement collectif, consommation courante et futur. Ainsi, en substance, nous cherchons à redéfinir l'organisation de l'État, de la société et de l'économie, à établir un nouveau point d'équilibre et les voies qui y mènent. La résolution de ces problèmes fondamentaux déterminera comment les générations actuelles et futures utiliseront les ressources jetables et comment elles se situeront dans la communauté internationale, en particulier dans la communauté européenne. à la recherche de ces solutions, la source d'inspiration doit être des canons éprouvés, parmi lesquels la liberté de l'individu, la propriété privée et l'égalité devant la loi constituent les fondements de l'ordre étatique.

5. Quel pays dans quelle économie

Comme vous pouvez le voir, les délibérations de 2500 ans sur l'État et l'économie prouvent qu'il ne s'agit pas seulement d'une entreprise de haut rang intellectuel. Compte tenu des changements économiques, sociaux et surtout conscients radicaux (principalement du fait de la crise financière mondiale de 2007–2009 et de la crise pandémique actuelle dont nous sommes témoins), il s'agit de l'une des tâches cognitives et pratiques centrales des sciences sociales. Lors de la recherche d'une réponse à la question « quel pays dans quelle économie », deux axes principaux doivent être considérés. Premièrement, la structure et les relations mutuelles des objectifs économiques et sociaux, et deuxièmement, les relations entre le capital économique, social et institutionnel-organisationnel.

Le paradigme actuellement dominant dérivé de la culture méditerranéenne du « plus, plus vite, mieux » suppose une structure hiérarchique d'objectifs socio-économiques. Au sommet, la croissance économique et la prospérité quantifiées règnent. La valeur du PIB par habitant, bien que critiquée de plusieurs côtés, reste la principale mesure du progrès. C'est à cette fin que tout le mécanisme de fonctionnement de l'économie et de la société est conçu, en particulier les institutions du marché et de l'État. Dans cette hiérarchie, la sécurité sanitaire, l'éducation, la sécurité sociale et environnementale, le développement de compétences supérieures (par exemple art, musique), ce sont des objectifs résiduels d'ordre inférieur. Le niveau résiduel varie d'un pays à l'autre (par ex. soins de santé publics aux États-Unis et au Danemark), cependant, le principe est conforme au paradigme actuel. Il ne faut pas longtemps pour conclure que ce modèle ne crée pas les conditions suffisantes pour la majorité de la société pour un niveau de qualité de vie élevé, un niveau résultant d'un sentiment de sécurité sanitaire, l'accès à l'éducation à tous les niveaux, la capacité de respirer de l'air pur dans un environnement propre, ou d'en tirer satisfaction, de relations sociales harmonieusement arrangées. Au contraire, dans la culture de la primauté de la quantité, y compris la multiplication du profit et de la richesse matérielle sur la qualité, il y a une reproduction cyclique des imperfections, comme l'appellerait Marshall, désavantages externes largement compris (y compris écologiques et sociaux) affectant la qualité de vie de la majorité de la société. Bien que, comme le montre la pratique, l'économie sous ce paradigme montre la capacité d'augmenter l'efficacité quantitative, mais en même temps un pays sortant de ce modèle économique n'est pas capable de faire une percée qualitative conforme aux attentes sociales. Dans une telle situation, il faut un nouveau paradigme.

Le nouveau paradigme est un approfondissement et une extension significatifs du concept de prospérité et de sa croissance. Cela signifie que quantité et qualité, croissance quantitative et développement qualitatif vont de pair, sont équivalents,

se complètent et se renforcent mutuellement sur la base de retours positifs. Un bon exemple est la corrélation évidente selon laquelle une société plus saine et plus intelligente est plus productive et qu'une productivité plus élevée contribue à renforcer la santé et à accroître les connaissances. De même, l'augmentation de la consommation de valeurs spirituelles et la satisfaction des relations interpersonnelles positives, y compris intergénérationnelles, garantissent une plus grande harmonie sociale, un respect mutuel et la volonté de se soutenir mutuellement. D'autre part, il réduit les tensions et les divisions sociales, ce qui a un impact incontestable mais difficilement mesurable sur l'efficacité du travail. La place d'un système hiérarchique d'objectifs avec l'objectif primordial de croissance économique quantitative est prise ici par un ensemble d'objectifs quantitatifs et qualitatifs importants situés dans un cercle. Et ainsi, les points ultérieurs du quartier sont occupés par la croissance économique (PIB), la sécurité sanitaire, le développement de l'éducation, la sécurité sociale, interne et externe, environnementale et – surtout – politique et politique (sur laquelle plus tard) et d'autres considérés comme importants par la société. Il existe un équilibre dynamique entre ces objectifs. Leurs pondérations à court et moyen terme peuvent varier selon les besoins, mais à long terme, elles reviennent à l'équilibre. Aucun d'eux n'obtient un avantage durable, chacun est co-matériel, interdépendant et contribuant.

Après tout, ce modèle aux contours idéologiques doit être opérationnel. Cela doit fonctionner. Elle exige qu'elle réponde – comme l'a dit Wilczyński (1992) – aux critères de bonté. Tout d'abord, un changement en profondeur est nécessaire, et dans certaines parties la consolidation de la conscience sociale. Deuxièmement, ce modèle doit être équipé de mécanismes d'entraînement appropriés. Dans le cadre de la première, il est nécessaire de changer l'approche de la consommation, de l'épargne et de la citoyenneté. Une vague de consommation déferle depuis longtemps dans le monde des pays riches et plus riches (comme la Pologne). La possession, l'accumulation de biens souvent inutiles, la consommation immédiate débridée est une sorte de nouvelle religion. Nous savons d'après la théorie économique qu'une augmentation de la consommation actuelle peut être une panacée à court terme pour un affaiblissement de l'économie, mais à long terme, le bien-être des nations est déterminé par le niveau d'épargne et d'investissement, et la capacité de concurrence qui en résulte. Comme le dit justement Fukuyama, nous appartenons au groupe du « dernier homme », qui se réalise et comble le vide de la vie en gagnant de l'argent et en faisant du shopping, qui ne rêve plus, ne pense pas, parce qu'il préfère posséder et consommer. Pire encore – comme l'exprime Bauman – nous sommes entrés dans la voie sur laquelle nous appartenons au groupe des « consommateurs qui ont remplacé les citoyens ». Une large acceptation par le public de ce changement permettra de considérer les dépenses de santé, d'éducation, d'écologie et l'acquisition de compétences plus élevées comme des investissements ayant des effets significatifs, et pas seulement des coûts. Il permettra également une

réallocation sérieuse des investissements et des dépenses d'organisation vers le développement des domaines qui déterminent la qualité de vie, et ainsi maintenir l'équivalence des objectifs quantitatifs et qualitatifs.

Le modèle doit être opérationnel, avoir une force motrice. La condition sine qua non est d'avoir un état commun et efficace. Un État relativement petit, auxiliaire, mais capable d'agir, qui n'a pas tendance à se centraliser, au contraire. Il s'agit d'une structure à plusieurs niveaux avec un rôle important des autorités locales, qui reconnaissent et répondent le mieux aux besoins locaux des citoyens. Un état qui est au-dessus du marché lorsqu'il échoue par sa nature même et avec le marché lorsqu'il favorise un développement quantitatif et qualitatif. à l'autre extrême, une société civile forte et ses organisations non gouvernementales indépendantes qui entreprennent d'importantes initiatives sociales, mais aussi – ce qui est très important – contrôlent les autorités, sont essentielles. Entre ces pôles, il doit y avoir des fusibles spécifiques d'un pouvoir juridique élevé, qui, avec une société civile forte, garantiraient un blocage efficace des éventuels mouvements de pouvoir vers un autoritarisme incontrôlé. Ce sont ces deux liens qui étaient auparavant reconnus comme l'objectif de la sécurité politique et politique. D'autre part, pour remplir correctement ses obligations, l'État doit disposer d'un secteur public efficace, qui, pas seulement en Pologne, est traditionnellement sous-évalué, poussé à la marge dont les besoins légitimes cèdent généralement la place à d'autres. En conséquence, il est en permanence paupérisé et sa grande proportion d'employés frustrée. En attendant, c'est dans ce secteur que les conditions sont créées et que la plupart des objectifs de qualité sont atteints. Il y a la science et l'éducation, la santé et la protection de l'environnement, la culture et l'administration officielle. C'est pour ces raisons évidentes que les normes du travail et l'efficacité de ce secteur doivent être élevées, car c'est une condition de l'efficacité du nouveau paradigme.

Avoir un État commun et efficace permet une large utilisation d'instruments partiellement connus et même utilisés, bien que loin d'être parfaits, qui créent les conditions pour améliorer la qualité de vie et la satisfaction sociale sur :

- développement de la démocratie directe grâce à la possibilité de tenir des référendums locaux et généraux sur des objectifs et des méthodes importants pour le développement des dimensions qualitatives de la vie (par exemple construction de centrales au charbon ou nucléaires, routes, hôpitaux, installations de divertissement de masse, etc.) ;
- en suivant l'exemple de la règle des dépenses de défense nationale, définissant pour une certaine période de temps (par exemple 5 ans) part en pourcentage des dépenses budgétaires et liées au budget pour des domaines individuels liés à la qualité de vie (non seulement la protection de la santé, mais aussi l'éducation, la culture, l'écologie, etc.) ;
- introduire l'automatisme de l'augmentation des dépenses budgétaires dans le domaine qualitatif en proportion de la croissance du PIB et du taux d'inflation ;

- accroître la participation de la société locale à la gestion de la qualité de vie par des budgets civiques systématiques (réglementés par la loi) augmentant les budgets des collectivités locales ;
- financement des organisations non gouvernementales sur la base de critères de mérite plutôt que de critères politiques ;
- créer, à l’instar du fonds national de recherche et développement, un fonds finançant les meilleurs projets des organisations non gouvernementales ;
- une politique fiscale stimulant le développement d’initiatives de développement, d’innovations visant à améliorer la qualité de vie (y compris des allègements, des impôts progressifs et dégressifs).

Le deuxième axe sur lequel chercher la réponse « quel pays dans quelle économie » est le niveau et les relations mutuelles entre capital économique, social, institutionnel et organisationnel. Le capital économique compris comme le total du capital réel et financier est la base matérielle qui détermine la capacité de l’économie à générer des revenus. Ce capital se développe principalement au sein de la propriété privée, c’est-à-dire dans une économie de marché basée sur la propriété privée, et la concurrence en est le principal moteur. Dans l’économie du XIXe siècle, elle reposait sur un travail simple, et au XXe siècle sur un travail complexe. Le 21e siècle est celui où l’importance du travail synergique, qui crée la formation du capital social, est florissante. Ce capital est la capacité des communautés (groupes sociaux, des équipes formelles et informelles) à gérer leurs propres affaires et à vivre efficacement. C’est un réseau social, des relations qui donnent un sentiment d’agence. Ces relations naissent de la fidélité, de la réputation et de la confiance, et leur haute qualité réduit le risque de fonctionnement et le niveau des coûts de transaction. Le capital social croissant, en renforçant la confiance, permet la décentralisation du pouvoir, l’aplatissement des structures sociales et, par conséquent, l’efficacité plus économique et accrue de toute l’organisation sociale, y compris l’économie. Un capital social faible ou en déclin signifie que ceux qui ne le créent pas sont en dehors de lui, vivent dans une sphère de risque accru et de confiance limitée. Ainsi, alors que le développement du capital économique est basé sur la concurrence, la coopération est la base du capital social. Dans le développement du capital social dans la culture occidentale (qui est également en Pologne) il faut remarquer l’une des principales réserves de productivité, une réponse aux défis de la concurrence des pays à faibles coûts de main-d’œuvre.

Afin de résoudre avec succès des problèmes socio-économiques complexes, le monde du XXIe siècle doit être un monde d’institutions harmonieusement liées qui définissent le cadre admissible des choix économiques libres et du fonctionnement du marché, et un espace pour le développement de l’esprit d’entreprise et de l’innovation. Le système institutionnel, tel que Commons. l’a décrit, a ici un rôle particulier à jouer. Comment créer les conditions d’une coopération efficace des participants à la vie socio-économique, en particulier la mise en œuvre de

transactions marchandes et non marchandes dans le monde des conflits d'intérêts et des conflits. C'est ce qui crée le capital institutionnel et organisationnel, qui assure l'égalité de toutes les entités de la vie économique et des citoyens, et grâce à un système juridique et réglementaire stable, établit des relations verticales (État – institutions sociales et économiques – groupes et organisations sociales – citoyens) et horizontales (entre divers institutions et organisations, y compris les citoyens) instaurer la confiance, un sentiment de stabilité des règles et des normes, et sur cette base, la volonté de se limiter aux intérêts égoïstes et de se subordonner et de coopérer pour des intérêts communs, en particulier dans le cadre d'objectifs économiques sociaux équivalents à des objectifs. Le bien-être de l'État et de la société dépend du degré d'harmonie de connexion et d'adéquation du niveau de ces trois capitaux, c'est-à-dire économique, social, institutionnel et organisationnel. La pénurie de capital social doit conduire à une diminution de l'efficacité du capital économique ou à une augmentation de sa taille pour atteindre les objectifs fixés. Dans les deux cas, il y a un gaspillage de ressources. D'autre part, le faible niveau de capital institutionnel et organisationnel, le manque d'égalité et la stabilité des règles de comportement économique et social entraîneront une baisse de la propension à se développer, investir et innover, ainsi qu'à aggraver le manque de confiance, la dégradation de la fidélité et augmenter le risque dans l'action. À mesure que les boucles de rétroaction négatives entre ces formations de capital s'intensifient, des prémisses de stagnation, voire de régression économique, de désintégration de la société et d'autoritarisme du gouvernement sont créées. Par conséquent, le principe d'harmonie et d'adéquation du capital économique, social, institutionnel et organisationnel doit être considéré comme un impératif, une base pour la construction d'un État, d'une économie, d'une société et d'un individu sains et forts. Outre l'équilibre entre les objectifs économiques et sociaux, l'adhésion à ce principe est la tâche fondamentale de l'État de nos jours.

Pour que cela se produise, un certain nombre de conditions doivent être remplies. Le plus important est la capacité de l'État à mettre en œuvre des changements qui équilibrent les potentiels de ces trois capitaux. L'histoire prouve que les organisations étatiques qui étaient incapables de créer, d'imiter, d'absorber et d'introduire des changements à long terme étaient en train de mourir. Les États qui sont fermés en permanence s'effondrent et tombent. C'est donc un État capable de prévoir les opportunités et les menaces, de formuler des stratégies de développement à long terme et d'en gagner une acceptation sociale ; un État qui identifie le changement avec la mise en œuvre de programmes d'innovation sociale qui donnent des paramètres de civilisation de meilleure qualité à la vie collective et individuelle ; un État capable de faire les choses, de mettre fin à ce qu'il avait commencé au nom de l'augmentation de la rationalité sociale et de la réduction du gaspillage des ressources.

Dans les relations avec l'économie, l'État ne devrait remplir que les fonctions que le marché ne peut remplir à un degré socialement acceptable. Soutenir le

développement de la concurrence, garantir la liberté économique et l'égalité devant la loi de toutes les entités, protéger la propriété publique et privée de manière égale, et à travers un système de régulation amical, encourager la multiplication de la richesse individuelle et du capital économique. Depuis la position d'un souverain, mener une politique économique orientée vers la croissance économique et l'emploi. Cibler les investisseurs et les incitations axées sur les entrepreneurs, car cela donne de meilleurs résultats dans le domaine de la croissance économique et de l'emploi qu'une augmentation des impôts et des fonds pour lutter contre le chômage. Dans le même temps, ces incitations devraient conduire à une telle allocation de ressources qui coexiste harmonieusement avec des objectifs sociaux reconnus comme importants, notamment le développement des soins de santé, l'éducation et la protection de l'environnement. Corriger le cours des processus économiques, mais seulement dans la mesure où ces ajustements ne peuvent être assurés par des mécanismes d'autorégulation. Afin de remplir correctement ces rôles, l'État doit être équilibré par lui-même, ne pas dépenser plus que ce qu'il gagne à long terme et concentrer ses dépenses sur la création des conditions d'un développement socio-économique ultérieur. Un État qui s'efforce en permanence de réduire le taux de redistribution du revenu national via les impôts, le faisant dans la conviction que les décisions d'investissement prises par les entrepreneurs sont plus efficaces que par l'appareil administratif.

Ce doit être un pays qui, dans l'intérêt de son propre équilibre, évite la toute-puissance, déléguant la résolution des problèmes aux autorités locales. En même temps, il active les mécanismes appropriés de financement local, de manière adéquate à l'échelle des tâches locales. Il crée un champ pour que les régions se disputent de nouveaux investissements extérieurs et créent de nouveaux emplois, mais en même temps, il soutient directement le développement des zones dont le niveau de développement socio-économique ne répond pas aux normes de civilisation socialement reconnues.

Dans les relations avec la société, l'État devrait être une institution de coercition sociale légalement autorisée. Cela signifie que, dans le cadre de ce consentement, l'État soutient les domaines qui créent l'infrastructure sociale et technique de l'économie de marché libre comme fondement de l'harmonie et de l'ordre social. Cela s'applique en particulier à l'établissement et à la garantie de règles juridiques et sociales de concurrence, à la stabilisation de l'économie (la politique monétaire et au plein emploi), à la fourniture de biens publics (la sécurité, la protection de la santé, l'éducation) et à la garantie de l'ordre spatial et écologique.

Ces activités doivent, après tout, tomber sur un terrain fertile pour l'esprit d'entreprise et l'innovation. Les analyses fournies par Schumpeter, Knight et Drucker prouvent que l'entrepreneuriat est le demiurge du développement, l'axe principal autour duquel se déroule la gestion et un surplus économique se crée. Si nous voulons un État avec le marché, et pas seulement au-dessus du marché, où la

motivation individuelle est la base de la solidarité des communautés sociales, alors l'entrepreneuriat et l'innovation qu'il produit doivent être socialement acceptés et soutenus. Promouvoir l'esprit d'entreprise et l'éthique de l'entrepreneur en tant qu'attitude socialement souhaitable, éliminer les barrières juridiques et fiscales et créer des sources externes de financement pour les petites et moyennes entreprises sont des impératifs socialement importants. Une telle approche protège également contre l'omnipotence de l'État qui, dans les conditions de la décadence de l'initiative populaire, cherche à reprendre des fonctions qu'il ne mérite pas. Cela réduit également le manque de confiance sociale envers les entrepreneurs et les leaders de l'innovation.

Dans la construction du capital social, l'État doit contribuer directement et indirectement (par des investissements publics et privés) au développement de la communication sociale, en particulier sous trois formes, à savoir l'Internet largement disponible, l'apprentissage tout au long de la vie et les médias indépendants. Ce sont les conditions nécessaires pour élargir la participation aux comportements rationnels des individus et des groupes sociaux et pour le dialogue des participants à la vie collective sur la base de prémisses rationnelles. Il s'agit d'attitudes et de comportements fondés sur la coopération et la créativité, l'attente d'une participation accrue et un impact sur la vie publique, en s'efforçant d'échanger des connaissances, y compris le potentiel culturel de la société.

Élargir la participation des comportements rationnels à la vie sociale nécessite une ouverture cohérente sur le monde, qui s'inscrit dans l'idée de Popper d'une société ouverte. Le commerce international au XIXe siècle, complété par des échanges de main-d'œuvre et de capital au XXe siècle, y compris dans le cadre de l'intégration européenne, sont des instruments traditionnels, quoique importants et nécessaires. Cependant, au XXIe siècle, ils doivent être renforcés par une saturation particulière des échanges de personnes, et à travers eux, l'échange d'idées. Il construit la tolérance, l'ouverture aux étrangers et à leurs réalisations, la capacité à assimiler de nouvelles normes, à absorber l'innovation, mais aussi à se rassurer sur la valeur de ses propres réalisations et de son identité. Cela devrait consolider l'appartenance de la Pologne et d'autres États membres à l'Europe unie et apporter divers avantages de synergie.

Le développement socio-économique en tant que condition de la croissance du bien-être quantitatif et qualitatif nécessite non seulement l'échange d'idées, mais aussi la création et la communication constantes des siennes. Cela signifie la nécessité de veiller au développement ininterrompu de l'élite intellectuelle capable de signaler de nouveaux repères, de formuler des diagnostics et des prévisions d'alerte, et d'interpréter l'histoire de manière équilibrée, mais orientée vers l'avenir. Le besoin d'élites qui façonnent l'habitude de penser en société en termes d'opportunités, et seulement alors de limites, des élites d'où émergent des autorités ainsi que des politiciens socialement responsables et compétents.

Enfin, du point de vue d'un développement équilibrant les objectifs quantitatifs et qualitatifs, il est nécessaire d'adhérer au principe de solidarité intergénérationnelle. Cela signifie que la génération vivante laisse derrière elle un « état de choses » meilleur que celui qu'elle a adopté. Qu'en plus des progrès accomplis et de la prospérité accrue, il laisse derrière lui des comptes ordonnés, c'est-à-dire une dette publique et un déficit budgétaire faibles, un système efficace de fourniture de biens publics, une monnaie forte et stable et un environnement naturel ordonné et bien entretenu.

Dans les relations avec un individu, l'État doit jouer le rôle d'une institution conforme, et ainsi créer des garanties institutionnelles pour la mise en œuvre des droits de liberté et de propriété. Il est essentiel de respecter le principe de l'égalité de tous devant la loi. Cela signifie que l'État reste dans ce domaine une organisation non-classe, neutre en termes de vision du monde, permettant à chacun, quelle que soit sa race, sa religion ou ses convictions politiques, son orientation sexuelle, d'élargir sa liberté et sa propriété, tant que cette extension conforme aux normes ne restreint pas la liberté et propriété d'autrui.

Dans ce contexte, il n'est pas difficile de reconnaître les principaux défis auxquels nous sommes actuellement confrontés en Pologne. L'État est confronté à des tâches révolutionnaires dans le domaine du développement économique et social. Dans l'économie, l'État doit s'engager directement (dans des investissements publics) et indirectement (induire des investissements privés) dans des activités de développement de la numérisation, de la décarbonisation, de la biotechnologie et de la réindustrialisation là où la crise a révélé l'inefficacité de l'offre de réseaux mondiaux et des chaînes logistiques étendues. En outre, cela équivaut à améliorer considérablement la disponibilité des services de santé, à accélérer la croissance démographique (la société polonaise est l'une des populations qui vieillissent et décroît le plus rapidement en Europe) et à la fourniture des prestations sociales existantes et des prélèvements sociaux. Cela nécessite une augmentation spectaculaire de l'efficacité de tous les secteurs de l'économie, de l'État et de la société. Cela signifie la nécessité d'améliorer considérablement le capital institutionnel et organisationnel, et en même temps de construire le capital social. Selon les recherches, le manque de capital social suffisant en Pologne entraîne une perte irréversible de min. 13% du PIB par an (Rapport, 2015). Sans rétablir l'harmonie entre les trois formations de capital, investir dans le capital économique ne produira pas le taux de rendement requis. On dit qu'une chaîne est aussi solide que son maillon le plus faible. Il s'agit sans aucun doute maintenant du capital institutionnel et organisationnel, qui en soi est petit et qualitativement faible à travers de nombreux canaux et réduit en même temps le capital social déjà petit.

Conclusion

L'histoire des temps anciens et récents montre de nombreux exemples de la métamorphose étonnante des États, des économies et des sociétés. Sur la carte du monde, il y avait des pays qui ont d'abord réalisé un boom sans précédent, puis qui se sont effondrés. Certaines sociétés dotées de riches ressources souffrent de la pauvreté, tandis que d'autres sans ressources précieuses vivent en abondance. Les devises antérieures à l'euro en Europe du Nord étaient plus fortes et plus stables que celles des pays du sud de l'Europe. Pendant des décennies, le même groupe de pays a été à l'avant-garde du bien-être, souvent avec des caractéristiques très différentes. Il y a des pays grands et petits, riches en ressources naturelles et sans matières premières, situés dans les centres et à la périphérie du monde, et enfin racialement différents, démocratiques et autoritaires. Alors, qu'est-ce qui détermine la prospérité ou la richesse des États et des sociétés ? Quelles sont les forces motrices qui déterminent la place sur la liste des bénéficiaires de la concurrence économique mondiale, surtout maintenant au XXI^e siècle, lorsque les sociétés ont de nouvelles expériences issues de la crise financière de 2007–2009, et maintenant de la lutte contre le virus. Qu'est-ce que cela signifie pour nous, pour la Pologne ?

Dans ce contexte général, la présente étude sur l'état et l'économie après la pandémie, c'est-à-dire au cours de la troisième et des décennies suivantes du XXI^e siècle, a été créée. Les réflexions menées montrent qu'il existe un besoin d'un État capable de changements majeurs, atteignant des objectifs quantitatifs et qualitatifs, économiques et sociaux équivalents, équilibrant le capital économique, social, institutionnel et organisationnel. Ce qu'il faut, c'est une économie basée sur la liberté et la propriété privée, l'égalité des sujets et la concurrence, et ces valeurs sont protégées par l'État. Ce qu'il faut, c'est un État qui se place au-dessus du marché lorsqu'il échoue, et surtout lorsqu'il met en œuvre des objectifs sociaux importants pour l'ensemble de la communauté, en améliorant la qualité de vie. Un État qui est une organisation hors classe, neutre en termes de vision du monde, garantit à tous les droits à la liberté et à l'égalité, et en même temps une organisation de libre coercition sociale uniquement dans la mesure qui lui permet d'entreprendre et d'atteindre d'importants objectifs nationaux, sociaux et économiques.

References

- Bauman, Z. (2007). *Konsumowanie życia*. Warszawa: PWN.
- Commons, J. R. (1934). *Institutional economics. Its place in political economy*. New York: Macmillan.

- Drucker, P. F. (2017). *Praktyka zarządzania*. Warszawa: MT Biznes.
- Esping-Andersen, G. (2010). *Trzy światy kapitalistycznego państwa dobrobytu*. Warszawa: Difin.
- Frąckowiak, W. (2020). Pandemia i co dalej. Poznań: Drukma.
- Frąckowiak, W., & Szyszka, A. (2020, July 2). Pandemia i co dalej z gospodarką. *Rzeczpospolita*, 153, A21.
- Friedman, M., & Friedman, R. (1997). *Tyrania status quo*. Sosnowiec: Wydawnictwo Panta.
- Fukuyama, F. (2017). *Koniec historii i ostatni człowiek*. Warszawa: Społeczny Instytut Wydawniczy Znak.
- Gomułka, S. (2018). *Komentarz do wystąpień programowych na Konferencji Naukowej „Ekonomiści o zagrożeniach dla polskiej gospodarki”*. Warszawa.
- Hansen, A. H. (1934). Capital goods and the restoration of purchasing power. *Proceedings of the Academy of Political Science*, 16(1), 11-19.
- Jarmołowicz, W., & Ratajczak, M. (Eds.) (2008). *Liberalizm we współczesnej gospodarce*. Poznań: Wydawnictwo Akademii Ekonomicznej w Poznaniu.
- Kant, I. (1957). *Krytyka czystego rozumu*. Warszawa: PWN.
- Knight, F. (1921). *Risk, uncertainty and profit*. Chicago-New York: Houghton Mifflin.
- Kołodko, G. (1999). *Ekonomia i polityka transformacji*. Warszawa: Poltext.
- Marshall, A. (1928). *Zasady ekonomiki*. Warszawa: Wydawnictwo M. Arcta.
- Orlik, K. (2017). *Makroekonomia behawioralna*. Warszawa: CeDeWu.
- Piketty, T. (2015). *Kapitał w XXI wieku*. Warszawa: Wydawnictwo Krytyki Politycznej.
- Popper, K. (1945). *The open society and its enemies*. London: Routledge.
- Raport. (2015). *Kapitał społeczny i zaufanie w polskim biznesie*. Warszawa.
- Schumpeter, J. A. (1995). *Kapitalizm, socjalizm, demokracja*. Warszawa: PWN.
- Sedlacek, T. (2011). *Ekonomia dobra i zła*. Warszawa: Wydawnictwo Studio Emka.
- Smith, A. (1976). *Theory of moral sentiments*. Oxford: Oxford University Press.
- Summers, L. H. (2014). Reflections on the new secular stagnation hypothesis. In C. Teulings & R. Baldwin (Eds.), *Secular stagnation: Facts, causes and cures* (pp. 27-38). London: CEPR Press.
- Szacki, J. (2003). Pytania o populizm. *Krytyka Polityczna*, 4, 32.
- Wilczyński, W. (1992). Trudny powrót Polski do gospodarki rynkowej. In W. Dymarski (Ed.), *Drogi wyjścia z polskiego kryzysu gospodarczego*. Warszawa-Poznań: PWN.
- Wojtyna, A. (Ed.) (2008). *Instytucje a polityka ekonomiczna w krajach o średnim poziomie rozwoju*. Warszawa: PWE.